



**HAL**  
open science

# RECOMPOSITIONS TERRITORIALES : RÉSEAUX DE VILLES/TOURISME DE RÉUNIONS ET DE CONGRÈS

Sylvie Christofle

► **To cite this version:**

Sylvie Christofle. RECOMPOSITIONS TERRITORIALES : RÉSEAUX DE VILLES/TOURISME DE RÉUNIONS ET DE CONGRÈS. *Mosella: revue du Centre d'études géographiques de Metz*, 2001, Tome XXVI (N°3 – 4), pp. 183-193. hal-00504818

**HAL Id: hal-00504818**

**<https://hal.science/hal-00504818>**

Submitted on 21 Jul 2010

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## RECOMPOSITIONS TERRITORIALES : RÉSEAUX DE VILLES/TOURISME DE RÉUNIONS ET DE CONGRÈS

Sylvie Christofle  
UMR ESPACE - GEMS  
Université Montpellier III

### RÉSUMÉ

*Des recompositions, actuelles et en gestation, sont mises en valeur par l'étude des transformations territoriales du tourisme de réunions et de congrès international. D'une part, l'évolution temporelle et spatiale de la distribution, par continent et par Etat, des rencontres multinationales, met à jour les mutations qui affectent essentiellement l'Europe (en décroissance lente mais continue) et la zone Asie-Pacifique (en développement). D'autre part, l'étude des variations touchant le réseau des villes mondiales de congrès permet d'observer une situation actuellement plus ouverte avec une forte extension du nombre de cités accueillant au minimum 30 rencontres internationales par an et, simultanément, la continue prépondérance des villes majeures, qui concentrent encore une part fondamentale du marché. Service avancé lié à l'information, la communication, l'innovation, s'articulant sur des agglomérations de dimensions et de portée différentes, le tourisme de réunions et de congrès international participe à l'ancrage territorial de la mondialisation.*

### ABSTRACT

*Convention tourism is a convenient topic to analyse current and « in embryo » territorial recompositions. On the one hand, the temporal and spatial evolution of the international meetings distribution, by continent and state, reveals the changes reaching essentially Europe (decreasing) and Pacific-Asia area (increasing). On the other hand, the study of the variations of the worldwide convention cities network allows us to observe, simultaneously, more and more towns accomodating international meetings and an unceasing leadership from major cities, still having the lion's share of the market. High level urban activity linked to information, communication, innovation, convention tourism takes part in the globalisation territorial fixation.*

### ZUSAMMENFASSUNG

*Zusammenfassung: Umstrukturierungen, aktuelle wie im Entstehen begriffene, werden durch das Studium räumlicher Transformation infolge des internationalen Sitzungs- und Kongresstourismus deutlich. Zum einen zeigt die zeitliche und räumliche Entwicklung der Verteilung multinationaler Versammlungen (nach Kontinenten und nach Ländern) Veränderungen, die im Wesentlichen Europa (leichter, aber stetiger Rückgang) und den asiatisch-pazifischen Raum betreffen. Zum anderen verdeutlicht die Untersuchung der Schwankungen im Netz der Kongress-Weltstädte derzeit eine offenere Situation mit einer starken Ausweitung der Städte, die jährlich mindestens 30 internationale Tagungen beherbergen, und gleichzeitig eine fortbestehende Vorherrschaft der größten Städte, die immer noch einen gewichtigen Anteil des Marktes ausmachen. Als hochwertige Dienstleistung verbunden mit Information und Kommunikation, die sich in unterschiedlich großen*

***und unterschiedlich bedeutenden Ballungsräumen manifestiert, ist der Sitzungs- und Kongresstourismus Teil der räumlichen Ausprägungen der Globalisierung.***

Le phénomène de mondialisation, qui correspond à un accroissement considérable des flux d'hommes, de capitaux, de biens et d'informations à l'échelle de la planète, se traduit par la mise en réseau et, conjointement, par la mise en compétition des espaces au niveau mondial. En fonction de leurs qualités, ces derniers s'efforcent d'attirer et de retenir une part de ces flux. Dans ces processus, le tourisme joue un rôle notable : une forme spécifique, le tourisme de réunions et de congrès, est en nette expansion. En effet, ces dernières décennies, malgré un fantastique déferlement de nouveaux moyens de transmission de l'image et du son, le besoin de rencontres a généré de nombreux rassemblements, encore multipliés par l'internationalisation croissante des échanges, le développement accéléré des moyens de transport et du savoir, la sectorisation et la spécialisation des techniques.

Fait sociétal, mais également financier et culturel, le tourisme de réunions et de congrès international se révèle un indicateur fiable de distinction des espaces. En effet, les rencontres de très haut niveau se localisent majoritairement dans des lieux privilégiés, au sommet des réseaux économiques, scientifiques, communicationnels. La concurrence entre les lieux d'accueil s'effectue donc à l'échelle mondiale en termes de continents, d'Etats mais aussi de cités car seules métropoles et mégapoles peuvent investir dans des équipements de congrès lourds et coûteux tout en assurant des compétences spécialisées voire rares.

Quel est le contexte international global, quelles recompositions continentales et étatiques peut-on déceler ? Quelles sont les variations, les transformations affectant les villes mondiales de congrès ? semblent des questions pertinentes pour explorer une part des interrelations réseaux/territoires induites par la mondialisation.

### **1. - ÉVOLUTION TEMPORELLE ET SPATIALE DE LA DISTRIBUTION MONDIALE DES RÉUNIONS INTERNATIONALES.**

Tout d'abord, le nombre total de réunions internationales et assimilées (c'est-à-dire des rencontres nationales avec 40 % au moins de participants étrangers) est passé de 1.229 en 1949 à 3.230 en 1970. Ensuite, 4.812 congrès internationaux étaient répertoriés en 1980, 8.559 en 1990 et plus de 9.400 en 1999<sup>1</sup>. Ce développement a connu quelques bouleversements relatifs liés à la conjoncture économique et politique mondiale, mais la croissance reste globalement effective.

En matière de localisation, le schéma de répartition des grands lieux d'accueil de réunions internationales se calque sur le modèle du tourisme international général. L'Europe reste la pièce maîtresse du dispositif avec la réception de 60 % environ des rencontres multinationales, suivie de l'Amérique (20 % en moyenne), de l'Asie (12-14 %), de l'Afrique (4-5 %) et enfin de l'Océanie (2-3 %). Tout en gardant une primatie avérée, l'Europe et, dans une bien moindre mesure, l'Amérique, voient leurs parts se désagréger lentement, principalement au profit de l'Asie, qui recevait 2,5 % des réunions internationales

<sup>1</sup> Dans ce texte sont utilisées les statistiques de l'Union des Associations Internationales (U.A.I.) les seules existant depuis 1949 avec les critères stricts et répétés suivants :

- nombre minimum de participants : 300
- nombre minimum d'étrangers : 40%
- nombre minimum de nationalités : 5
- durée minimum : 3 jours
- nombre minimum de réunions accueillies annuellement par pays : 50
- nombre minimum de réunions accueillies annuellement par ville : 30.

D'autre part, les calculs statistiques ici effectués concernent 40 pays et 82 villes sur 15 ans (1985-1999).

en 1950<sup>2</sup>. À cette date, l'Europe (de l'Ouest) recevait 80 % de toutes les rencontres enregistrées par l'U.A.I. puis sa place relative a commencé de faiblir suite à un effet de concurrence accru, de différences générales de développement accentuées, de périodes de récession.

Néanmoins, les flux majeurs de congressistes (autour des 3/4) se concentrent encore en Europe et en Amérique (du Nord essentiellement). Cet afflux est intimement lié au haut niveau de développement touristique, culturel, politique, social, économique, financier et scientifique de ces espaces, au nombre exceptionnel de sièges d'organisations gouvernementales et non gouvernementales, à l'interconnexion entre pays émetteurs et récepteurs, à une infrastructure linguistique unique au monde. Savoir-faire, équipements, facteurs humains et techniques couplés à l'habitude et à la confiance des organisateurs sont également des facteurs déterminants de la très bonne fréquentation congressuelle des aires européennes et nord-américaines. En Asie, seul le Japon, lui-même émetteur de forts contingents de délégués, bénéficie conjointement de la même image, des mêmes équipements, des mêmes qualifications.

Ainsi, les 16 pays congressuels majeurs<sup>3</sup> sont, par ordre décroissant, les Etats-Unis (plus de 950 rencontres reçues annuellement en moyenne), la France (accueillant environ 650/700 rencontres internationales par an), le Royaume-Uni (600/650), l'Allemagne (environ 600). Ensuite se trouvent l'Italie, les Pays-Bas et la Belgique, tous trois autour de 300-350. Suivent la Suisse, l'Espagne (qui a beaucoup amélioré sa position cette décennie) et l'Autriche, tous trois aux environs de 200/250, puis le Canada, le Japon (parti de 93 réunions accueillies en 1985 et dépassant les 200 depuis 11 ans), le Danemark, la Suède et la Finlande (ces derniers autour de 150 réunions internationales annuelles). Enfin, culturellement proche de l'Europe, bien équipée mais handicapée par l'éloignement des foyers émetteurs, l'Australie progresse constamment, se trouvant même dans les dix premiers pays en 1999 (7<sup>e</sup>), sa place étant généralement plutôt dans les rangs 15 à 20.

Dans le groupe des pays congressuels majeurs, les recompositions principales des deux dernières décennies sont :

à l'échelle nationale

- le passage de la France devant le Royaume-Uni au début des années 1980 et son maintien depuis, au deuxième rang mondial et premier rang européen,
- les progressions du Japon, de l'Espagne et de l'Australie
- a contrario des fluctuations plutôt négatives d'autres Etats en termes de nombre global de réunions hébergées (Danemark, Suisse)

à l'échelle de l'ensemble dirigeant

- une baisse tendancielle des parts de marché : les pays majeurs concentraient 75 % des rencontres internationales dans les années 1980 contre moins de 70 % depuis. Cette situation est largement due à l'ouverture du système des réunions internationales : 24-26 pays maximum étaient présents dans les statistiques jusqu'en 1991, 30 et plus, jusqu'à 37/38, durant la dernière décennie.

Le second groupe étudié se compose des pays congressuels mineurs. Une instabilité est à noter avec des modifications, des ajouts, parfois des disparitions d'Etats dans les listes de statistiques. Ces « pertes » sont relativement rares, généralement liées à des contextes politiques particuliers : par exemple la Yougoslavie, qui apparaissait sporadiquement dans les statistiques de l'U.A.I. depuis 1985 (1986, 1988, 1989), a disparu depuis 1989 du fait de son éclatement ; Hong Kong, absorbé par la Chine en 1997 a, de facto, été balayé des listes comme entité autonome, sans arrêter une activité florissante qui accroît le poids de l'empire du Milieu.

<sup>2</sup> contre plus de 13% en 1999.

<sup>3</sup> Les pays congressuels majeurs se distinguent par deux critères :

- d'une part, leur présence continue dans les statistiques donc leur régularité dans l'accueil des réunions internationales.
- d'autre part, sauf exception ponctuelle, une moyenne de 150 rencontres transnationales reçues annuellement.

Les 22 pays mineurs restants peuvent être classés en quatre catégories, en fonction de leur fréquence, de leur régularité d'apparition dans les statistiques et du nombre moyen de réunions internationales accueillies, ce qui permet de suivre leurs changements. D'abord se trouvent les six Etats très régulièrement présents dans les statistiques ces quinze dernières années (trois ans maximum de non-apparition) et dont l'accueil moyen de réunions internationales se situe entre 85 et 120 congrès internationaux/an : Singapour, en progression, à la limite d'entrer dans le panel des pays majeurs (120 réunions en moyenne), la Chine, qui peut également espérer se faufiler dans le groupe des pays leaders si ses progrès se confirment (97 rencontres sans Hong Kong et plus de 120 avec l'île en moyenne mais 158 sur la seule année 1999), la Norvège (115), le Brésil (99), la République tchèque (92) et l'Inde (85). Ces Etats représentent depuis les années 1990 7-8 % du marché mondial des réunions internationales contre environ 5 % auparavant.

La seconde catégorie comporte six Etats apparus plus récemment sur la scène des réunions internationales, mais qui semblent dans une mouvance favorable, continuellement présents depuis leur apparition avec des scores fort corrects. La Russie, présente en tant que nation depuis 1989, est dans ce cas de figure (86 réunions en moyenne). Apparaissent depuis 1991 le Portugal (94 meetings en moyenne sur huit ans), la Grèce (89), la Pologne (79) le Mexique (74) puis l'Afrique du Sud (entrée en 1993) qui progresse chaque année (93 rencontres en moyenne sur sept ans mais 115 en 1999 contre 51 en 1993). L'essor est flagrant avec 6 % de part de marché en 1999 contre 0 % à la fin des années 1980.

La troisième catégorie se compose des six Etats présents assez régulièrement dans les statistiques mais avec des « passages à vide » c'est-à-dire quatre ans et plus, ces 15 dernières années, pendant lesquels le pays n'a pas accueilli le minimum de 50 rencontres internationales, ce qui n'empêche pas des performances éventuelles lors d'années fastes. Se trouvent dans ce groupe la Hongrie (103 rencontres en moyenne mais des disparités importantes : 181 en 1996, 103 en 1997, 88 en 1998...), Israël (91 en moyenne), la République de Corée (81), la Thaïlande (77), l'Argentine (70) et l'Irlande (57), ces derniers pays étant moins irréguliers que la Hongrie dans le nombre de congrès hébergés. La variation affectant ces Etats est positive (de 4 % à 6 % en fin de décennie 1990).

Enfin, la dernière catégorie répertorie les quatre pays en queue (moins de 1 % de part de marché), qui paraissent épisodiquement dans les statistiques : la Malaisie (63 réunions internationales reçues en moyenne sur six ans), les Philippines (57 sur cinq ans), la Turquie (56 sur quatre ans), l'Egypte (52 meetings en 1998, seule apparition).

Pour conclure, l'augmentation du nombre total de réunions internationales a permis à certains pays majeurs d'engranger encore plus de rencontres<sup>4</sup> mais les recompositions principales concernent plutôt une certaine érosion du groupe leader en son ensemble et l'apparition d'Etats, a priori moins richement dotés, au tournant des années 1990. Cet élargissement est essentiellement lié à une conjoncture favorable et à l'équipement récent de pays souhaitant s'impliquer dans les processus du tourisme international.

L'inertie reste cependant forte à l'échelle des continents même si se dessine une baisse relative de l'Europe (d'où sont issus 12 des 16 pays majeurs) au principal profit de l'aire Asie-Pacifique. Au niveau des pays, des recompositions, parfois timides encore mais tendancielle, se dessinent. Sont perçues principalement, dans le groupe leader, l'amélioration des scores du Japon depuis 1985, les progressions plus récentes de l'Espagne et de l'Australie. Dans le groupe des Etats mineurs, les recompositions essentielles concernent les montées de Singapour, de la Chine, de l'Afrique du Sud. Ces performances s'expliquent en bonne partie par deux paramètres d'échelle différente. D'une part, au niveau national, outre une médiatisation accrue et la mise au point de stratégies touristiques dans la plupart des pays cités, ces derniers se sont équipés de palais des congrès de grande capacité ou ont remodelé leurs centres plus anciens. D'autre part, au niveau international, les parts de marché en hausse de l'Asie ont affecté positivement le Japon et Singapour, les modifications de contexte politique et diplomatique ont joué en faveur de la Chine et de l'Afrique du Sud, enfin des événements de portée internationale, notamment les Jeux Olympiques, ont mis à la mode l'Espagne et l'Australie.

<sup>4</sup> par exemple, les Etats-Unis sont passés de 706 meetings accueillis en 1985 à 1.204 en 1999.

## 2. - LE RÉSEAU DES VILLES MONDIALES DE RENCONTRES : VARIATIONS PONCTUELLES ET RECOMPOSITIONS.

Après cette étude des transformations de la place et du rang des continents et des pays dans l'accueil de rencontres internationales, nous allons analyser les recompositions touchant les villes, sachant que ces dernières ont un impact considérable sur la position des ensembles géographiques susmentionnés. Les rencontres internationales sont géographiquement focalisées (Fig. 1) : des régions regorgent de villes congressuelles majeures (Europe, côte Est de l'Amérique du Nord...), d'autres lieux existent via une ville unique ou un petit groupe de localités qui accueille la majorité des rencontres enregistrées par l'U.A.I. ; l'Amérique du Sud (Buenos Aires), l'Afrique (Le Cap et Le Caire), l'Océanie (Adélaïde, Melbourne et Sydney) se distinguent en ce sens. Enfin, des pays ou des pans entiers de nations n'apparaissent pas.

Ainsi, près de la moitié (environ 42 % en moyenne) des réunions internationales répertoriées par l'U.A.I. trouve place dans le réseau des principales villes mondiales de congrès. Cet état de fait nous semble un bon indicateur de la concentration à l'échelle mondiale des réunions de haut niveau dans quelques dizaines de localités.

Les dix premières villes mondiales de congrès sont, par ordre décroissant, Paris, Londres, Bruxelles, Vienne, Genève, Berlin, Singapour, Madrid, Amsterdam, Washington<sup>5</sup>. Des fluctuations mais pas encore de transformation fondamentale à relever à ce propos malgré un tassement dans la part de marché de ces dix villes majeures, qui fluctue entre 19 % (jusqu'en 1992) et 16 % (à la fin de la décennie 1990). Les mégapoles congressuelles « traditionnelles », notamment les capitales politiques, les villes géantes de pays développés et Singapour se maintiennent à un niveau d'excellence dans l'accueil de réunions internationales. Quels que soient les bouleversements politiques ou économiques qui jouent sur le nombre total de réunions internationales, ces cités profitent de leur suprématie, tant technique qu'en matière de savoir-faire et d'image, pour garder leur position prépondérante. Des recompositions plus marquantes peuvent être décelées à un échelon inférieur. De nombreuses villes développent leurs compétences, dans les pays de l'Ouest mais aussi en Asie et en Australie, reçoivent des réunions internationales et élèvent ainsi le nombre d'agglomérations présentes dans le « Top cités ». Enfin, nous assistons à l'émergence de métropoles dynamiques qui entrent parfois de plain-pied dans le système des congrès internationaux.

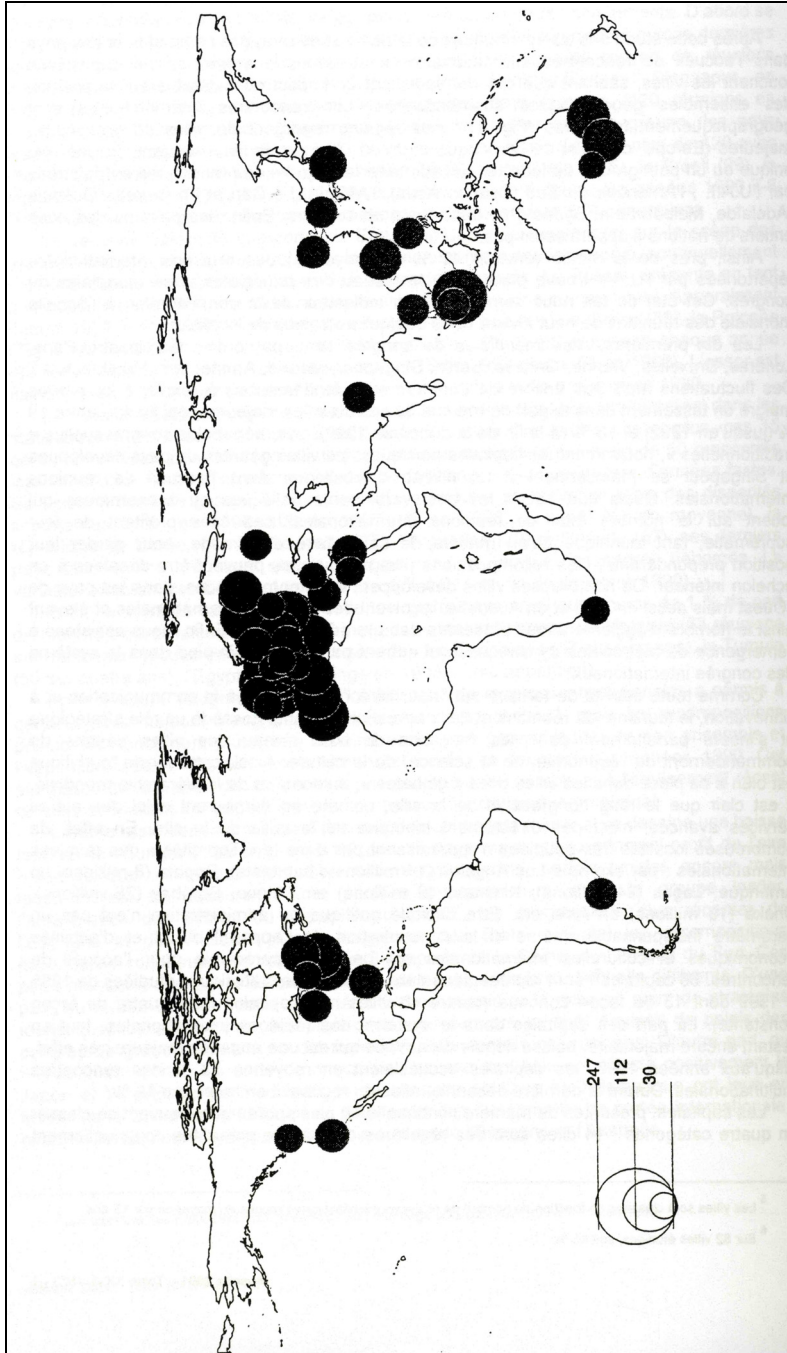
Comme toute activité de tertiaire supérieur lié à l'information, à la communication et à l'innovation, le tourisme de réunions et de congrès international possède un rôle stratégique et s'insère parfaitement dans les fonctions de haut niveau des villes centres de commandement de l'économie, de la science, de la culture. Ainsi, cette forme touristique est bien à sa place dans les villes dites « globales », au sommet de la hiérarchie mondiale. Il est clair que le rang congressuel de la ville, comme au demeurant celui des autres services avancés, n'est pas directement tributaire de la taille de la cité. En effet, de nombreuses localités très peuplées n'apparaissent pas dans le « Top cités » des réunions internationales : par exemple Los Angeles (14 millions d'habitants), Bogota (8 millions) en Amérique, Lagos (24 millions), Kinshasa (9 millions) en Afrique, Bombay (26 millions), Dhaka (19 millions) en Asie etc. Etre capitale politique ou administrative n'est pas un paramètre indispensable, même si la concentration de l'appareil d'Etat et d'activités économiques et culturelles internationales est un plus appréciable pour l'accueil de rencontres. 36 capitales<sup>6</sup> sont représentées dans les listes de statistiques étudiées de 1985 à 1999 dont 13 de façon continue (contre 46 villes non capitales dont quatre de façon constante). La part des capitales dans le système des réunions internationales, tout en restant encore majoritaire, baisse depuis dix ans, ce qui est une mutation majeure : en effet, jusqu'aux années 1990, les capitales accueillaient en moyenne 73 % des rencontres multinationales. Durant la dernière décennie, elles en reçoivent en moyenne 59 %.

Les capitales, présentes de manière continue ou plus sporadique, peuvent se classer en quatre catégories : 14 cités sont très régulières c'est-à-dire présentes continuellement

<sup>5</sup> Les villes sont classées en fonction du nombre de réunions internationales reçues en moyenne sur 15 ans.

<sup>6</sup> Sur 82 villes étudiées, soit 45 %.

Fig. 1 : Répartition des réunions internationales par ville en 1998



pendant 15 ans (inamovibles ?), 7 sont régulières (10 ans d'apparition au moins sur 15 ans), 11 sont alternatives (entre sept et neuf ans de fréquence soit environ une année d'apparition sur deux), 4 sont irrégulières (moins de sept ans de fréquence). Le tableau suivant (tab. 1) classe les capitales par fréquence d'apparition et par nombre décroissant de congrès internationaux reçus en moyenne.

Les premières villes de réunions internationales sont essentiellement européennes : ce sont des cités aux fonctions étendues, bien insérées dans les flux de la mondialisation, et de surcroît de très grandes villes touristiques<sup>7</sup>. Nous notons ensuite, fait marquant, la présence de capitales asiatiques (Singapour, Tokyo, Bangkok, Séoul, Pékin). Ces dernières démontrent leur place de plus en plus prégnante dans l'économie planétaire même si leur rang ici procède autant voire plus de leur image et de leur savoir-faire touristique que de leur impact économique global. Les autres capitales, dans les catégories « alternative » et « irrégulière », sont des localités moins bien intégrées dans la globalisation, villes têtes de pays développés de petite taille (Luxembourg, Dublin, Lisbonne), d'Etat à l'économie moins assise (Athènes), centres de grands pays aux problèmes politiques et/ou économiques (Moscou, New Delhi), enfin de pays en voie de développement à l'aura touristique plus ou moins affirmée...

**Tab. 1 : Typologie des capitales en fonction de la fréquence et du nombre de réunions internationales accueillies.**

<b>Capitales très régulières</b>	<b>Capitales régulières</b>	<b>Capitales alternatives</b>	<b>Capitales irrégulières</b>
Paris (326 réunions en moyenne)	Stockholm (71 réunions en moyenne sur 14 ans)	Prague (68 réunions en moyenne sur 9 ans)	Nairobi (36 sur 3 ans)
Londres (221)	Bangkok (54 sur 14 ans)	New Delhi (43 sur 9 ans)	Mexico (33 sur 3 ans)
Bruxelles (178)	Séoul (65 sur 12 ans)	Dublin (42 sur 9 ans)	La Havane (36 sur 2 ans)
Vienne (159)	Buenos Aires (51 sur 11 ans)	Lisbonne (60 sur 8 ans)	Harare (30 sur 1 an)
Berlin (120)	Pékin (51 sur 11 ans)	Manille (44 sur 8 ans)	
Singapour (117)	Jérusalem (53 sur 10 ans)	Kuala Lumpur (41 sur 8 ans)	
Madrid (105)	Oslo (52 sur 10 ans)	Le Caire (39 sur 8 ans)	
Amsterdam (103)		Athènes (41 sur 7 ans)	
Washington (95)		Moscou (40 sur 7 ans)	
Copenhague (92)		Varsovie (37 sur 7 ans)	
Rome (86)		Luxembourg (35 sur 7 ans)	
Budapest (75)			
Tokyo (63)			
Helsinki (60)			

*S. Christoffe 2001.*

En ce qui concerne les villes non capitales, Genève (151 réunions reçues en moyenne sur 15 ans), New York (84), Hong Kong (81), Strasbourg (79) et Barcelone (73) sortent du lot. Outre leur présence persistante dans les statistiques, ces cités reçoivent un nombre important de rencontres internationales. Elles ont en commun une localisation dans des zones dynamiques, ouvertes aux flux mondiaux, un éventail d'activités économiques et culturelles internationales conséquent et l'accueil de sièges d'organisations nationales et transnationales gouvernementales et non gouvernementales, associés à des équipements de congrès de grande capacité et de haute technologie. De plus, ces localités bénéficient d'une image de prestige. Ce sont également de grandes villes touristiques<sup>8</sup> qui reçoivent plusieurs millions de visiteurs par an.

À l'échelon inférieur mais présentant des éléments similaires de localisation privilégiée, de notoriété et de compétence élevée se situent Montréal (57 rencontres internationales accueillies en moyenne sur 13 ans), Munich (57 sur 13 ans), La Haye (44 sur 12 ans). Entre sept et neuf ans de présence, huit agglomérations (San Francisco et Sydney sur neuf ans, Chicago, Edimbourg et Toronto sur huit ans, Maastricht, Orlando et Vancouver sur sept

<sup>7</sup> Paris et Londres, par exemple, reçoivent plus de 10 millions de visiteurs par an (source : OMT).

<sup>8</sup> notamment New York et Hong Kong, présentes dans les cinq villes majeures du tourisme international (source : OMT).



ans) et enfin le gros des forces, soit 29 cités, ont une fréquence d'apparition inférieure à sept ans.<sup>9</sup>

En termes de recompositions, des glissements notables sont observés. La situation est actuellement plus ouverte que durant les décennies précédentes. L'étude du nombre de villes présentes dans le classement de l'U.A.I. montre un accroissement relativement important, conséquence de l'élévation du nombre total de congrès mais aussi d'une redistribution, encore timide mais fortement tendancielle. En effet, seules 25 cités recevaient au moins 30 réunions internationales en 1985 contre 55 en 1999. La croissance a été régulière de 1985 à 1991 (de 25 à 30 localités enregistrées). Une rupture apparaît à partir de 1992, avec une hausse brutale, un passage direct de 30 à 51 agglomérations alors que l'augmentation du nombre total de congrès, même non négligeable, n'explique pas à lui seul cet élargissement considérable.<sup>10</sup>

À partir de cette date, plus de 50 villes sont répertoriées systématiquement. En 1997, un deuxième palier est observé, moins marqué néanmoins, avec le franchissement du seuil de 60 localités. Ensuite, après un maximum de 64 villes en 1998, la situation est de 55 agglomérations en 1999, nombre ponctuellement en baisse, parallèlement à un tassement relatif du nombre total de réunions (9.412 contre 9.498 en 1998), dans une tendance globale plutôt tournée vers l'expansion.

Afin de mieux saisir cette propension à une recomposition générale, nous pouvons nous baser sur les principales indications fournies par le calcul statistique (Fig. 2) sur les 82 villes ayant reçu des réunions internationales de 1985 à 1999. Nous relevons que le poids des deux premiers axes permet 42 % d'explication (30 % pour l'axe 1 et 12 % pour l'axe 2). L'axe 1 permet de d'apprécier la différenciation entre les villes aux prémices de la période étudiée (1985-1991). L'axe 2 distingue davantage les positions des agglomérations après 1991 et nous observons un point de rupture en 1997. La signification globale est la suivante : les cités ayant plutôt accueilli des congrès dans les années les plus précoces (jusqu'en 1991), en ont reçu relativement moins depuis 1996. À l'inverse, les localités qui avaient réceptionné un nombre de congrès inférieur à la moyenne avant 1991 en accueillent, depuis cette date, proportionnellement plus, surtout après 1996.

Cinq groupes de cités apparaissent alors, mettant en exergue les ruptures et, par là même les recompositions du réseau des villes mondiales de congrès. D'abord se trouve le premier groupe, caractérisé par une forte régularité d'apparition dans les statistiques et décomposé en deux « noyaux » : en premier lieu, les onze villes qui ont une grande régularité de fréquence d'apparition couplée avec une régularité relative en terme de nombre de réunions accueillies tout au long de la période (Budapest, La Haye, Rome, Bangkok, Séoul, Tokyo, Strasbourg, Barcelone, Munich, New York, Bruxelles), ensuite le second « noyau », composé de cités à grande régularité d'apparition mais avec des transformations relatives dans le nombre de congrès reçus avant et après 1992 (changements plutôt négatifs pour Montréal, Vienne, Hong Kong, Madrid, Berlin, Paris, Genève, Londres, plutôt positifs pour Copenhague, Stockholm, Washington, Amsterdam, Singapour, Helsinki).

Ensuite, une mini-série de trois localités apparaît, ce sont en fait des agglomérations très précoces (1985, 1987) déterminées par une fréquence très faible (3 ans pour Yokohama, un an pour Brighton) ou beaucoup d'irrégularité (Rio de Janeiro).

En troisième lieu, une grappe de sept communes à faible fréquence (Rotterdam, Séville, Milan, Cologne, Cambridge, Trieste, Anvers) se détache nettement entre 1992 et 1996. Ce sont des cités qui s'insèrent quasi-exclusivement à ces dates dans le système

<sup>9</sup> Melbourne (61 réunions internationales accueillies en moyenne) et Nice (33) sur 6 ans – Rio de Janeiro (56) Florence (37), Atlanta (34) et Birmingham (33) sur 5 ans - Anvers (39) et Kyoto (36) sur 4 ans – Yokohama (41), Lyon (40), San Diego (38), Trieste (34), Adélaïde (34), Hambourg (34) et Le Cap (33) sur 3 ans - Boston (40), La Nouvelle Orléans (38) et Cambridge (31) sur deux ans – Brighton (57), Milan (40), Montpellier (36), Rotterdam (35), Sao Paulo (34), Thessalonique (32), Brisbane (31), Cologne (31), Oxford (31), Salzbourg (30) et Séville (30) avec une seule apparition en 15 ans.

<sup>10</sup> 452 réunions supplémentaires (8 251 en 1991 et 8 703 en 1992) sont notées, dues à différents événements de portée mondiale notamment le « Sommet de la Terre », l'Exposition Universelle et les Jeux Olympiques, qui ont généré de multiples rencontres « satellites ».

des villes de congrès ; inconnues auparavant, elles sont absentes, sauf exception, après 1996.

14 villes observent un mouvement similaire mais décalé temporellement. Une bonne part de ces cités paraissent en fait entre une et trois fois en 1997, 1998, 1999 (Thessalonique, Oxford, Harare, Sao Paulo, Salzbourg, Boston, Montpellier, Brisbane, Lyon, Le Cap, Adélaïde) ou réapparaissent, soit plus régulièrement, soit avec un nombre de congrès croissant, durant ces trois ans (Vancouver, La Nouvelle-Orléans, Melbourne, Sydney).

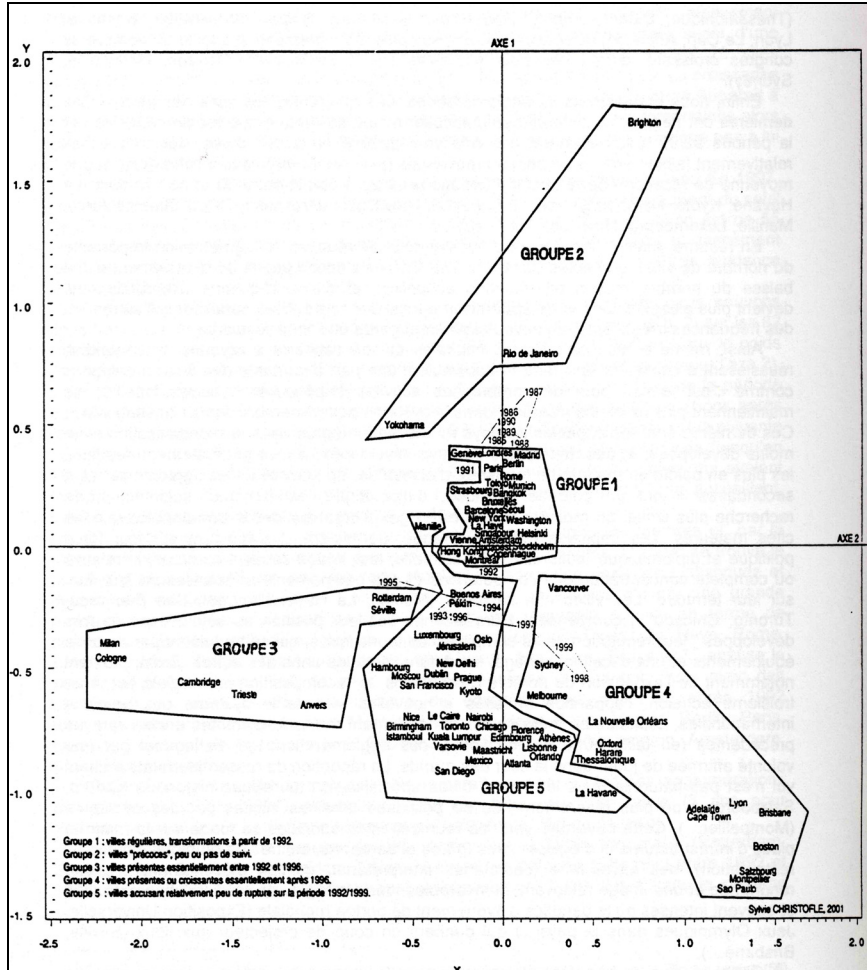
Enfin, nous enregistrons 32 agglomérations, très différentes les unes des autres. Ces dernières ont néanmoins en commun d'accuser moins de rupture que les précédentes sur la période 92/99. Elles assurent une relative régularité entre ces dates, des fréquences relativement faibles (trois à six ans) ou moyennes (plus rarement huit ans voire neuf) et une moyenne de réception de réunions internationales qui s'établit entre 33 et 53 : Mexico, La Havane, Kyoto, Hambourg, Nairobi, Florence, New Delhi, Jérusalem, Pékin, Buenos Aires, Manille, Luxembourg, Nice, San Francisco....

En résumé, malgré la hausse du nombre total de réunions, l'augmentation importante du nombre de villes présentes dans le « Top Cités » s'accompagne corrélativement d'une baisse du nombre moyen de réunions accueillies et d'une fréquence d'apparition qui devient plus aléatoire. Des villes apparaissent ainsi une fois puis disparaissent, d'autres ont des fréquences irrégulières, un noyau cependant garde une forte régularité.

Ainsi, même si les poids lourds, capitales et non capitales à rayonnement mondial, réussissent à conserver leur rang et accumulent une part importante des flux de délégués comme c'est le cas pour de nombreuses activités supérieures, d'autres localités se maintiennent plus ou moins aisément dans le système des rassemblements transnationaux. Ces dernières sont les capitales de pays moins bien intégrés dans la mondialisation voire moins développés, et des métropoles de pays développés, issues généralement des lieux les plus en pointe en matière de tourisme, d'économie, de sciences. Ces agglomérations « secondaires » ont un potentiel politique, diplomatique, économique, scientifique, de recherche plus limité, un moindre niveau en sièges d'organisations internationales que les cités majeures. Les capitales (Manille, Prague, Jérusalem...) s'appuient sur leur force politique et diplomatique, culturelle voire culturelle, leur image souvent exotique, la relative ou complète concentration des compétences et des équipements spécialisés de leur Etat sur leur territoire. Les villes non capitales (Munich, La Haye, Montréal, San Francisco, Toronto, Chicago...) compensent leurs lacunes par leur position au sein d'espaces très développés ; leur réputation, leurs compétences touristiques, qui se traduisent par de bons équipements et une excellente image, les différencient les unes des autres. Enfin, profitant notamment de l'expansion du nombre de réunions, la recomposition primordiale est, à un troisième échelon, l'apparition de cités « nouvelles » dans le système des réunions internationales, capitales ou métropoles. Généralement moins importantes encore que les précédentes (en taille et/ou en fonctions), ces agglomérations se distinguent par une volonté affirmée de jouer dans la cour des grands. La réception de rassemblements de haut vol n'est pas naturelle mais le résultat d'une spécialisation touristique historique (Oxford, Salzbourg...) ou plus récemment née de politiques urbaines initiées par des décideurs (Montpellier...). Cette ouverture vers les réunions internationales se fonde sur la mise en place d'infrastructures et d'équipements (gares et aéroports, centres de réunions, hôtellerie, restauration), des savoir-faire (secrétariat, interprétariat, gestion d'événements...), une renommée et une image relativement favorables, des stratégies de médiatisation calculées et souvent intenses ou le bénéfice d'événement de portée mondiale (Exposition Universelle, Jeux Olympiques dans le pays...) qui donnent un coup de projecteur aux lieux (Séville, Brisbane...).

Cette analyse des recompositions affectant le réseau des villes congressuelles de niveau mondial rejoint l'étude des grandes tendances de la mondialisation. D'abord se manifeste une diffusion voire une banalisation des activités internationales, auparavant l'exclusif apanage d'un nombre très restreint d'agglomérations. Se dévoile ainsi une décentralisation des services supérieurs et donc une possibilité offerte aux villes secondaires d'espaces développés et aux capitales de certains pays en développement de se glisser dans le système des réunions de haut niveau. Simultanément, nous observons un maintien de la concentration entre les mains de cinq cités majeures (Paris, Londres, Bruxelles, Vienne, Genève), qui reçoivent en moyenne entre 151 et 326 réunions annuelles

Fig. 2 : Schéma ACF villes mondiales de congrès 1985 – 1999



alors que la moyenne globale (82 villes sur 15 ans) est inférieure à 70 meetings. Dans notre étude, avec un nombre de réunions en expansion, nous avons ainsi en parallèle un élargissement de la base (une multiplication du nombre de villes atteignant 30 congrès multinationaux par an) et un groupe de leaders qui accueille sans discontinuer une part essentielle du nombre de réunions internationales. Néanmoins il est important de noter que la part de marché globale des premières villes de congrès tend à baisser (de 12 % à 9 % pour les cinq « majors », de 9 % à 6 % pour les trois cités de tête).

Cette situation confirme l'érosion lente de l'Europe dans le marché du tourisme. La concentration générale des firmes et des finances dans les villes mondiales ne profite donc pas corrélativement aux mégapoles européennes dans le système des congrès internationaux. Cependant, si l'on se base sur les 20 à 25 villes majeures en matière de réception de réunions internationales, l'on constate que ce réseau mondial correspond peu ou prou aux points d'ancrage territoriaux de la mondialisation. En effet, le tourisme de réunions et de congrès international, activité tertiaire supérieure liée à l'information, à la communication, à l'innovation possède, comme tout service avancé, un poids dans l'insertion des agglomérations au sein de la globalisation. La dynamique du réseau des villes mondiales de congrès rejoint le mouvement général et ces localités se retrouvent à la fois concurrentes et complémentaires.

Ces centres sont en compétition les uns avec les autres pour attirer l'attention des organisateurs de rencontres internationales. Ils entendent ainsi bénéficier de l'impact économique, scientifique voire stratégique du congrès, se positionner comme un nœud d'échange d'information de haut niveau tout en confortant le secteur des services supérieurs et des activités internationales de l'agglomération. Conjointement, ces cités sont complémentaires. Effectivement, le système des réunions multinationales ne s'articule pas uniquement sur les nœuds sommitaux ; il ne peut se contenter d'un panel trop réduit de lieux d'accueil mais nécessite au contraire des espaces différenciés pour se développer. Le tourisme de réunions et de congrès met ainsi en relation des décideurs et des villes de dimensions et de rayonnement variés, dans un cadre global. Par conséquent, pour entrer, garder leur rang ou progresser, les cités doivent faire preuve de souplesse et de capacité d'adaptation, être en pointe dans les paramètres majeurs qui guident le processus de sélection d'un site de congrès. L'accessibilité, les infrastructures d'accueil, les équipements spécialisés, les compétences humaines, la notoriété et l'image sont les éléments clefs de la bonne position d'une agglomération dans le marché des réunions internationales, et la confiance entre acteurs est fondamentale.

Ceci explique la présence au sommet des grandes agglomérations européennes et nord-américaines. Cependant, la montée des métropoles du Tiers-Monde, encore faible, s'accélère depuis les années 1970. Fondamentalement, l'ascension de villes de la zone Asie-Pacifique, dans les échanges d'information de haut niveau, est la recomposition majeure à noter dès à présent, avec une probable intensification de la dynamique ces prochaines décennies.

## BIBLIOGRAPHIE

- CHRISTOFLE S. " Tourisme de réunions et politiques urbaines: le cas du Corum de Montpellier"; thèse de doctorat; 1997, Université Montpellier 3
- CHRISTOFLE S. " Le tourisme de réunions et de congrès: un champ de recherche pour une géographie de la mondialisation" Cahiers de Géographie du Québec; vol 45 n° 124 avril 2001

\*\*\*\*\*